

**ENTRETIEN DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
M. PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, AVEC "LCI"**

(Paris, 22 septembre 2005)

.....Q - On reste en Europe un instant avec les déclarations de M. Barroso, le président de la Commission. Il a fait sa rentrée et il a "mis au panier" 70 projets de lois, de directives plutôt et surtout, il a expliqué à ceux qui ne l'auraient pas compris qu'il n'y avait pour l'instant aucune perspective politique, il a même enterré la Constitution pour les années à venir. La seule chose dont ce soient occupés les Britanniques depuis qu'ils sont à la présidence, c'est de pousser le dossier turc, pour le reste, pas grand chose. Il n'y a pas de budget, pas de Constitution, pas de perspective.

R - La seule solution pour pouvoir réaffirmer un projet européen, c'est d'abord de définir quelle Europe nous voulons. Je suis favorable à ce qu'il y ait, d'une part, une réflexion géopolitique et je comprends très bien le président Chirac qui veut faire entrer la Turquie comme d'autres pays, parce que le marché européen est une zone de libre échange. D'autre part, je pense qu'il y a la place pour un espace politique beaucoup plus intégré, avec une politique agricole mais aussi une politique de recherche sur les biotechnologies, les nanotechnologies, les technologies de l'information, une politique beaucoup plus intégrée sur le plan de la défense, sur le plan de la politique étrangère. Nous ne ferons pas, on ne peut pas faire l'économie d'une réflexion là-dessus. Quelle Europe pouvons-nous réaliser ? Celle des "pères fondateurs". Oui, elle ne se fera pas d'un coup, à vingt-cinq, à vingt-huit ou à trente. Ce n'est pas vrai. Il faudra revenir à l'idée de M. Lamers, de M. Delors ou même d'Edouard Balladur ou d'Alain Juppé qui l'avaient reprise, c'est-à-dire, au sein de ces vingt-cinq, d'avoir un groupe qui sort.

Q - La fédération franco-allemande. Mais, dans cette perspective, l'échec de Merkel !

R - Excusez-moi, vous ne pouvez pas conclure ce que je viens de dire en disant -"fédération franco-allemande" -, c'est une fédération d'Etats nations qui a été présentée car les Etats nations doivent continuer à exister et il doit y avoir, en effet, un esprit de fédération d'Etats nations qui doit se mettre en place. Seront-ils 5, 6 ou 8 ? Je ne le sais pas encore.

Q - Ce sera avec l'Allemagne, pour la France ?

R - Bien sûr, c'est évident....."

M. DOUSTE-BLAZY SOUHAITE UNE "AVANT-GARDE" EUROPÉENNE

LE MONDE | 23.09.05 | 13h27

Devant l'Association de la presse diplomatique française, Philippe Douste-Blazy a dévoilé, jeudi 22 septembre, les grandes lignes du discours qu'il devait prononcer le lendemain devant la Convention de l'UMP sur l'Europe. Le ministre des affaires étrangères veut relancer l'idée d'une "avant-garde" au sein de l'Union européenne (UE). Se référant à plusieurs reprises à Jacques Delors, qui avait proposé naguère une fédération d'Etats-nations et au papier Schäuble-Lamers de 1993, il estime que la relance de la construction européenne doit passer par la création, en dehors des traités actuels, d'un groupe de pays décidés à aller plus loin dans le processus d'intégration. A l'automne 1993, deux parlementaires allemands appartenant à la démocratie-chrétienne, Wolfgang Schäuble et Karl Lamers, avaient proposé la constitution d'un "noyau dur", regroupant, autour de la France et de l'Allemagne, les pays en mesure d'adopter la monnaie unique. La partie française qui vivait alors à l'heure de la deuxième cohabitation, entre le président François Mitterrand et le premier ministre Edouard Balladur, n'avait pas donné suite. La proposition Schäuble-Lamers était un ballon d'essai que le chancelier Helmut Kohl avait laissé partir sans toutefois s'y associer formellement. Elle avait provoqué la colère de l'Italie, qui n'avait pas été citée dans la liste des pays susceptibles de faire partie de ce "noyau dur". Philippe Douste-Blazy reprend l'idée sans employer la même expression et sans trancher sur le nombre d'Etats qui, "animés de projets communs et d'ambitions partagées", pourraient faire partie de cette "avant-garde" ou "pôle d'attraction". En 2000, dans un discours prononcé devant le Bundestag, Jacques Chirac avait parlé d'un "groupe pionnier". Selon le chef de la diplomatie française, aucun Etat membre de l'UE ne devrait être a priori exclu, mais les heureux élus devraient accepter des règles du jeu et répondre à des critères stricts. L'intégration, qui devrait aller plus loin que les "coopérations renforcées" prévues dans le traité de Nice et élargies dans le projet de Constitution européenne, concerneraient la défense, les affaires étrangères, la recherche, la politique budgétaire et fiscale et la politique économique. L'"avant-garde" se distinguerait de l'Europe à géométrie variable en ce qu'un groupe stable d'Etats participerait à toutes les politiques intégrées. Cette "petite maison dans la grande maison", pour reprendre l'expression de M. Douste-Blazy, résoudrait dans l'esprit du ministre la question des frontières de l'Europe. Les nouveaux venus, qui ne répondraient pas aux critères très exigeants de l'avant-garde, seraient accueillis dans l'ensemble plus vaste et plus lâche. Le ministre estime d'autre part que, sans méconnaître le vote négatif des Français sur le projet de Constitution, quelques aspects importants de ce texte qui n'ont pas fait l'objet de polémiques au cours de la campagne, comme la présidence du Conseil européen pendant deux ans et demi renouvelables, le renforcement des droits des Parlements nationaux et la création d'un poste de ministre des affaires étrangères, pourraient être mis en oeuvre sur décision unanime des chefs d'Etat et de gouvernement.

Daniel Vernet Article paru dans l'édition du 24.09.05